ADV. - 1 - L. 8109/1.

(Ordonnantie 20/2)

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 12 septembre 1962, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif à la répression des infractions graves aux conventions de Genève du 12 août 1949 pour la protection des victimes de la guerre", a donné le 30 novembre 1962 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 12e september 1962 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende het tegengaan van de ernstige inbreuken op de verdragen van Genève van 12 augustus 1949 voor de bescherming van de oorlogsslachtoffers", heeft de 30e november 1962 het volgend advies gegeven :

Les quatre conventions internationales auxquelles le projet se réfère sont :

- La convention internationale pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les forces armées en campagne, et annexes, signées à Genève, le 12 août 1949.
- La convention internationale pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer, et annexe, signées à Genève, le 12 août 1949.
- La convention internationale relative au traitement des prisonniers de guerre, et annexes, signées à Genève, le 12 août 1949.
- La convention internationale relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, et annexes, signées à Genève, le 12 août 1949.

Il n'est pas souhaitable, dans l'intitulé d'une loi, de modifier l'intitulé des conventions auxquelles cette loi se réfère. Il convient également qu'il soit fait mention de l'approbation de ces conventions par les Chambres législatives.

+

Suivant les explications données au Conseil d'Etat, l'intention du Gouvernement est de prévoir expressément la répression des infractions graves définies par le projet lorsque ces infractions résultent tant d'une omission que d'une action. Il y a lieu d'observer à cet égard que dans le système des conventions

seul l'article 13 de la convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre a assimilé expressément les omissions aux actions .

D'autre part, aux 2°, 6°, 7° et 9° de l'article 2, le projet ne définit pas les infractions dans des termes identiques à ceux qui sont employés par les conventions.

+

Alors que les conventions prévoient que "les traitements inhumains" constituent une infraction grave, l'article 2, 2°, subordonne leur répression à l'exigence d'un élément intentionnel.

Suivant l'exposé des motifs, cette précision est uniquement destinée à éviter toute confusion dans l'application de la loi et ne dénature pas le texte des conventions, lesquelles concernent les actes volontaires. En outre, suivant cet exposé des motifs, l'intention est "déjà impliquée par le mot traitement".

On peut se demander si le mot "intentionnel" se rapporte au mot "traitement", ou bien s'il se rapporte au caractère inhumain du traitement en précisant que ce dernier doit être intentionnellement inhumain pour être constitutif d'une infraction grave. Dans le premier cas, le qualificatif peut être considéré comme inutile; dans le second cas, il restreint la définition de l'infraction telle qu'elle est donnée par les conventions et doit être supprimé.

.../...

La comparaison entre le 2° et le 3° de l'article 2 renforce cette conclusion.

La commission permanente pour l'examen des questions de droit pénal dans les rapports internationaux, instituée par l'arrêté royal du 31 octobre 1952, a, dans son rapport, attiré l'attention sur les difficultés d'interprétation de la disposition des conventions reprise à l'article 2, 3°, du projet; elle a suggéré l'explication suivante :

"Les conventions de Genève du 12 août 1949 visent sans doute par cette incrimination notamment le régime des camps de concentration où les détenus étaient systématiquement soumis non seulement à une discipline tendant à les terroriser, mais encore à des travaux lourds, incompatibles avec leur état de santé rendu chaque jour plus déficient par un manque voulu de soins et d'aliments". (Revue de droit pénal et de criminologie, mars 1956, p. 597).

Les actes dont la répression est prévue au 2° peuvent engendrer de graves souffrances.

Etant donné que les conventions requièrent expressément l'élément intentionnel pour que le fait de causer de grandes souffrances ou des atteintes graves à l'intégrité physique ou à la santé constitue l'infraction grave reprise à l'article 2, 3°, du projet, il semble bien bien que ce soit à dessein que ces conventions aient omis l'élément intentionnel pour qualifier d'infractions graves les actes visés à l'article 2, 2°.

+

L'article 4 déroge au droit commun en réprimant par la même peine la tentative et l'infraction consommée et en assimilant le complice à l'auteur. Il ne précise pas si ses dispositions s'appliquent aux infractions prévues par l'article 7.

S'il entre dans les intentions du Gouvernement d'appliquer aux infractions prévues à l'article 7 la disposition relative à la tentative , mais non celle concernant la complicité, le texte devrait être corrigé dans ce sens.

+

Suivant les explications données au Conseil d'Etat, la répression de l'ordre de commettre une infraction lorsqu'il est suivi d'effet, a été intentionnellement omise de l'article 5 parce qu'un tel acte serait déjà réprimé en vertu de l'article 66 du Code pénal, lequel dispose que "Seront punis comme auteurs d'un crime ou d'un délit , ... ceux qui par dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machinations ou artifices coupables auront directement provoqué ce crime ou ce délit ... ".

Suivant cette thèse , l'ordre de commettre une des infractions prévues à l'article 2 constituerait nécessairement un abus d'autorité ou de pouvoir et serait, par conséquent, réprimé par l'article 66 du Code pénal lorsque cet ordre est suivi d'effet.

.../...

Cette thèse appelle trois observations :

1° Dans le cas où la puissance occupante ne serait pas signataire des conventions et où sa législation interne considérerait de tels ordres comme licites, il n'est pas certain qu'il serait possible de qualifier ces ordres "d'abus d'autorité ou de pouvoir" et dès lors de les réprimer en vertu de l'article 66 du Code pénal.

2° De toute manière, il y a lieu d'observer que l'article 66 exige que l'abus d'autorité ou de pouvoir ait directement provoqué le crime ou le délit.

Cette dernière condition pourrait faire obstacle à la répression d'un ordre ayant indirectement provoqué un crime alors que le même ordre non suivi d'effet serait puni en vertu de l'article 5 du projet.

3° Enfin , l'argument fondé sur l'article 66 n'est pas valable pour "la proposition ou l'offre", qui ne sont pas nécessairement assimilables aux "dons, promesses, machinations ou artifices coupables visés" par cet article .

+

Aux articles du livre Ier du Code pénal qui, en vertu de l'article 10 du projet, ne s'appliquent pas aux infractions prévues par celui-ci , il convient d'ajouter l'article 70 dudit Code, lequel prévoit qu' "il n'y a pas infraction lorsque le fait était ordonné par la loi et commandé par l'autorité". L'intention du Gouvernement, telle qu'elle résulte notamment de

.../...

l'article 9,est de prévoir la non-application de l'article 70 du Code pénal aux infractions prévues par le projet.

Par ailleurs, l'intention du Gouvernement est de ne pas appliquer aux infractions prévues par l'article 7 les dispositions de l'article 4, alinéa 2, assimilant les complices aux auteurs. Il conviendrait de prévoir expressément que ces infractions seraient réprimées conformément à l'article 69 du Code pénal relatif à la complicité.

+

Pour éviter toute équivoque quant à l'applicabilité de l'article 11 aux apatrides, les mots "belge ou étranger" doivent être omis.

L'arrêté-loi du 26 mai 1944, relatif à la compétence et à la procédure en matière de crimes et de délits contre la sûreté de l'Etat auquel l'article 14 du projet se réfère, comprend un article 1er rédigé comme suit : "Sans préjudice aux dispositions du titre 1er de la loi du 15 juin 1899, sont, jusqu'à la remise de l'armée sur pied de paix, et au plus tard jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivront la libération totale du territoire dont la date sera constatée par arrêté royal, jugées par les juridictions militaires... ".

L'arrêté du Régent du 18 septembre 1945 a fixé au 15 février 1945 la date de la libération totale du territoire.

.../...

La loi du 1er juin 1949 maintenant certaines dispositions légales en vigueur nonobstant la remise de l'armée sur pied de paix, décide , en son article 2 :

"Sont maintenues en vigueur, pour la durée d'application de l'arrêté-loi du 26 mai 1944 relatif à la compétence et à la procédure en matière de crimes et de délits contre la sûreté de l'Etat, les dispositions qui le modifient et le complètent, à savoir : l'arrêté-loi du 18 septembre 1944, l'article 1er de l'arrêté-loi du 9 janvier 1945, les alinéas 3 et 4 de l'article 2 et les articles 4 et 5 de l'arrêté-loi du 4 mai 1945, lee articles 1er à 3 de l'arrêté-loi du 18 décembre 1945, l'arrêté-loi du 30 janvier 1946",

et en son article 5 que :

"Les juridictions militaires composées conformément à l'arrêté-loi du 26 mai 1944, modifié ... connaissent des infractions prévues par le chapitre II du titre 1er du livre II du Code pénal, commises avant le 9 mai 1945 et qui ont fait l'objet d'une instruction postérieurement à la remise de l'armée sur pied de paix; elles connaissent, en outre, des infractions (...) dont elles étaient saisies antérieurement à la remise de l'armée sur pied de paix et de celles qui faisaient déjà l'objet d'une instruction".

L'article 14 du projet a, dès lors, pour effet de donner un caractère permanent à une législation de circonstance.

.../...

Cette dérogation à la compétence normale du jury prévue par l'article 98 de la Constitution ne paraît admissible que dans la mesure où la Belgique est elle-même en état de guerre.

Comme le rappelle l'exposé des motifs, en ratifiant les conventions de Genève du 12 août 1949, la Belgique s'est engagée, par les articles 49 de la première convention, 50 de la deuxième convention, 128 de la troisième convention et 146 de la quatrième convention, à assurer,en toutes circonstances, aux inculpés des garanties de procédure et de libre défense qui ne seront pas inférieures à celles qui sont prévues en faveur des prisonniers de guerre, aux articles 105 et suivants de la convention relative au traitement des prisonniers de guerre.

Les articles 105 et suivants précités prévoient certaines garanties qui ne sont pas prévues par la procédure en matière de crimes et de délits contre la sûreté de l'Etat,à laquelle se réfère l'article 14 du projet.

L'article 105 dispose, notamment, que "le prisonnier de guerre aura le droit d'être assisté par un de ses camarades prisonniers, d'être défendu par un avocat qualifié de son choix, de faire citer des témoins et de recourir, s'il l'estime nécessaire, aux offices d'un interprète compétent..." et que "pour préparer la défense du prévenu, le défenseur disposera d'un délai de deux semaines au moins avant l'ouverture des débats ainsi que des facilités nécessaires...".

.../...

Suivant les explications données au Conseil d'Etat, les garanties de procédure et de libre défense accordées aux personnes protégées par les conventions de Genève sont acquises à ces personnes par le seul fait que les conventions ont été approuvées par la loi du 3 septembre 1952. Il en résulterait que la procédure applicable aux infractions prévues par le projet serait déterminée non seulement par l'arrêté-loi du 26 mai 1944 et par l'article 15 du projet, mais également par les articles 105 à 108 de la convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre.

Si le Gouvernement estime qu'il n'est pas indiqué de reprendre dans le projet les dispositions précitées lorsqu'elles dérogent à la procédure prévue par l'arrêté-loi du 26 mai 1944, il conviendrait au minimum de prévoir une référence expresse à ces dispositions dans l'article 14 du projet afin d'éviter tout doute lors de l'application de la loi. Il y aurait lieu, en outre, d'ajouter aux modifications de l'arrêté-loi précité la mention de l'arrêté-loi du 30 janvier 1946.

+

\+ +

.../...

PROJET DE LOI RELATIVE A LA REPRESSION DES INFRACTIONS GRAVES AUX CONVENTIONS INTERNATIONALES DE GENEVE DU 12 AOUT 1949.

...

...

CHAPITRE Ier. - DES INFRACTIONS GRAVES.

Article 1er.-

Constituent des crimes de droit international et sont réprimées conformément aux dispositions de la présente loi, les infractions suivantes, portant atteinte, par action ou omission, aux personnes et aux biens protégés par les conventions signées à Genève le 12 août 1949 et approuvées par la loi du 3 septembre 1952 :

1° ... (comme à l'article 2 du projet) ... ;

2° la torture et les autres traitements inhumains, y compris les expériences biologiques ;

3° ... (comme à l'article 2 du projet) ... ;

4° ... (idem) ... ;

5° ... (idem) ... ;

6° ... (idem) ... ;

7° ... (idem) ... ;

8° la prise d'otages;

9° ... (comme à l'article 2 du projet) ...

.../...

Article 2.-

Les infractions énumérées aux 1°, 2° et 3° de l'article 1er sont punies de mort.

Les infractions énumérées aux 4°, 5°, 6°, 7° et 8° du même article sont punies ... (comme à l'article 3 du projet) ...

L'infraction prévue au 9° du même article est punie ... (comme à l'article 3 du projet) ...

Article 3.-

... (comme à l'article 7 du projet, sauf que le membre de phrase "à l'article 2 ci-dessus" doit être remplacé par "à l'article 1er".

Article 4.-

La tentative de commettre l'une des infractions prévues par les articles 1er et 3 est punie de la même peine que l'infraction consommée.

Article 5.-

Les complices d'une des infractions prévues par l'article 1er sont punis comme s'ils étaient auteurs.

Article 6.-

Sans préjudice de l'article 66 du Code pénal, l'ordre, la proposition ou l'offre, même non suivis d'effet, de commettre l'une des infractions prévues par l'article 1er, de même que l'acceptation de pareille proposition ou offre, sont punis de réclusion.

.../...

Article 7.-

Sont punis de réclusion, ceux qui, ayant connaissance d'ordres donnés en vue de l'exécution d'une des infractions prévues par les articles 1er et 3 ou de faits qui en commencent l'exécution et pouvant en empêcher la consommation ou y mettre fin, n'ont pas agi dans les limites de cette possibilité d'action.

Article 8.-

... (comme au projet) ...

Article 9.-

... (comme au projet) ...

Article 10.-

Toutes les dispositions du livre premier du Code pénal, à l'exception des articles 52, 69 et 70, sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

L'article 69 du Code pénal est applicable aux infractions prévues à l'article 3.

.../...

CHAPITRE II. - DE LA COMPETENCE, DE LA PROCEDURE ET DE L'EXECUTION DES PEINES.

Article 11.-

... (comme au projet) ...

Article 12.-

... (comme dans le projet, sauf que les mots "pour la protection des victimes de la guerre" et "de la présente loi" devraient être omis et que les mots "l'article 2" devraient être remplacés par "l'article 1er") ...

Article 13.-

... (comme au projet) ...

Article 14.-

Sans préjudice des articles 105 à 108 de la convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre, les infractions prévues ... par les arrêtés-lois des 18 septembre 1944, 9 janvier 1945, 4 mai 1945, 18 septembre 1945 et 30 janvier 1946.

.../...

Article 15.-

... (comme au projet) ...

Article 16.-

... (comme au projet) ...

...

...

De vier internationale overeenkomsten waarnaar het ontwerp verwijst, zijn :

- De internationale overeenkomst voor de verbetering van het lot der gewonden en zieken, zich bevindende bij de strijdkrachten te velde, en bijlagen, ondertekend op 12 augustus 1949, te Genève.
- De internationale overeenkomst voor de verbetering van het lot der gewonden, zieken en schipbreukelingen van de strijdkrachten ter zee, en bijlage, ondertekend op 12 augustus 1949, te Genève.
- De internationale overeenkomst betreffende de behandeling van krijgsgevangenen, en bijlagen, ondertekend op 12 augustus 1949, te Genève.
- De internationale overeenkomst betreffende de bescherming van burgers in oorlogstijd, en bijlagen, ondertekend op 12 augustus 1949, te Genève.

Men vermijde in het opschrift van een wet het opschrift van de overeenkomsten waarnaar die wet verwijst, te veranderen. Ook worde melding gemaakt van de goedkeuring van die overeenkomsten door de Wetgevende Kamers.

+

Naar aan de Raad van State is verklaard, ligt het in de bedoeling van de Regering, uitdrukkelijk straf te stellen op de misdrijven die in het ontwerp "ernstige inbreuken" worden genoemd, zowel wanneer zij het gevolg

.../...

zijn van een nalatigheid als van een handeling. In dat verband zij opgemerkt dat, wat die overeenkomsten betreft, alleen artikel 13 van de overeenkomst van Genève betreffende de behandeling van krijgsgevangenen de "nalatigheden" uitdrukkelijk met handelingen gelijkstelt.

Anderzijds omschrijft het ontwerp in artikel 2, 2°, 6°, 7° en 9°, de "inbreuken" niet in dezelfde termen als de overeenkomsten.

+

Terwijl "onmenselijke behandeling" door de overeenkomsten als een "ernstige inbreuk" wordt beschouwd, wordt zij krachtens artikel 2, 2°, alleen gestraft wanneer er opzet mee gemoeid is.

Volgens de memorie van toelichting is de bedoeling alleen, verwarring te voorkomen bij de toepassing van de wet en wordt aan de tekst van de overeenkomsten, die vrijwillige handelingen betreffen, niets afgedaan. Bovendien ligt het opzet, volgens die memorie, "reeds geïmpliceerd in het woord behandeling".

Men kan zich afvragen of het woord "opzettelijke" slaat op het woord "behandeling" dan wel op het onmenselijke van de behandeling, waar gezegd wordt dat die behandeling, wil zij een "ernstige inbreuk" zijn, met opzet onmenselijk moet zijn. In het eerste geval kan het woord "opzettelijke" overbodig worden geacht, in het tweede beperkt het de definitie van de inbreuk zoals die in de overeenkomsten is gegeven en dient het te worden geschrapt.

.../...

Een vergelijking van het bepaalde onder 2° en 3° van artikel 2 versterkt nog die conclusie.

De vaste commissie voor het onderzoek der strafrechtelijke vraagstukken in de internationale betrekkingen, ingesteld bij het koninklijk besluit van 31 oktober 1952, heeft in haar verslag de aandacht gevestigd op de moeilijkheden inzake de interpretatie van de in artikel 2, 3°, van het ontwerp overgenomen bepaling van de overeenkomsten; zij heeft voorgesteld die bepaling te verklaren als volgt :

"Les conventions de Genève du 12 août 1949 visent sans doute par cette incrimination notamment le régime des camps de concentration où les détenus étaient systématiquement soumis non seulement à une discipline tendant à les terroriser,mais encore à des travaux lourds, incompatibles avec leur état de santé rendu chaque jour plus déficient par un manque voulu de soins et d'aliments" (Revue de droit pénal et de criminologie, maart 1956, blz. 597).

De handelingen die onder 2° worden gestraft, kunnen hevig lijden veroorzaken.

Aangezien de overeenkomsten uitdrukkelijk eisen dat het hevig lijden, het ernstig lichamelijk letsel of de ernstige schade aan de gezondheid moedwillig veroorzaakt moeten zijn om ernstige inbreuken te zijn in de zin van artikel 2, 3°,van het ontwerp, schijnen die overeenkomsten het opzettelijke bewust buiten beschouwing te hebben gelaten bij het kwalificeren van de in artikel 2, 2°, bedoelde handelingen als "ernstige inbreuken".

+

Artikel 4 wijkt van het gemeen recht af waar het op de poging dezelfde straf stelt als op het voltooide misdrijf en waar het de medeplichtige met de dader gelijkstelt. Het zegt niet of die bepalingen ook gelden voor de in artikel 7 omschreven misdrijven.

Wil de Regering wel de bepaling betreffende de poging, maar niet die betreffende de medeplichtigheid toepassen op de in artikel 7 omschreven misdrijven, dan moet de tekst in die zin worden verbeterd.

+

Naar aan de Raad van State is verklaard, is de bestraffing van het bevel tot het plegen van een misdrijf, wanneer daaraan gevolg is gegeven, bewust weggelaten in artikel 5, omdat een dergelijke daad reeds gestraft zou worden krachtens artikel 66 van het Strafwetboek, dat bepaalt : "Worden gestraft als daders van een misdaad of een wanbedrijf, ... zij die, door giften, beloften, bedreigingen, misbruik van gezag of van macht, misdadige kuiperijen of arglistigheden, rechtstreeks tot deze misdaad of dit wanbedrijf aangezet hebben ...".

Volgens deze stelling zou het bevel tot het plegen van een der in artikel 2 omschreven misdrijven noodzakelijk een misbruik van gezag of van macht zijn en bijgevolg door artikel 66 van het Strafwetboek worden gestraft indien het bevel is opgevolgd.

.../...

Bij die stelling zijn drie opmerkingen te maken :

1° Gesteld dat de bezettende macht de overeenkomsten niet heeft ondertekend en dat haar interne wetgeving zodanige bevelen geoorloofd acht, dan is het niet zeker dat die bevelen als "misbruik van gezag of van macht" beschouwd en op grond van artikel 66 van het Strafwetboek gestraft kunnen worden.

2° In ieder geval zij opgemerkt dat artikel 66 eist, dat het misbruik van gezag of van macht rechtstreeks tot de misdaad of het wanbedrijf heeft aangezet.

Deze laatste voorwaarde zou een hinderpaal kunnen vormen voor de bestraffing van een bevel dat onrechtstreeks tot een misdaad heeft aangezet, terwijl hetzelfde bevel, indien het geen gevolgen heeft gehad, zou worden gestraft krachtens artikel 5 van het ontwerp.

3° Ten slotte geldt het op artikel 66 gefundeerde argument niet voor "het voorstel of het aanbod", die niet noodzakelijk zijn gelijk te stellen met de in dat artikel bedoelde "giften, beloften, misdadige kuiperijen of arglistigheden".

+

Aan de artikelen van het eerste boek van het Strafwetboek die krachtens artikel 10 van het ontwerp geen toepassing vinden op de in het ontwerp omschreven misdrijven, moet ook artikel 70 van hetzelfde Wetboek

.../...

worden toegevoegd, dat bepaalt : "Er is geen misdrijf, wanneer het feit door de wet geboden was en door de overheid bevolen". Zoals onder meer uit artikel 9 van het ontwerp blijkt, bedoelt de Regering het zo dat ook artikel 70 van het Strafwetboek geen toepassing vindt op de in het ontwerp omschreven misdrijven.

Wil de Regering anderzijds de bepalingen van artikel 4, tweede lid, die medeplichtigen met daders gelijkstellen, niet toepasselijk verklaren op de in artikel 7 omschreven misdrijven, dan moet uitdrukkelijk worden bepaald, dat die misdrijven zullen worden gestraft overeenkomstig artikel 69 van het Strafwetboek, dat over de medeplichtigheid handelt.

+

Om iedere verwarring over de toepassing van artikel 11 op staatlozen te voorkomen, schrappe men de woorden "Belg of vreemdeling".

De besluitwet van 26 mei 1944 betreffende de bevoegdheid en de rechtspleging inzake misdaden en wanbedrijven tegen de veiligheid van de Staat, waarnaar artikel 14 van het ontwerp verwijst, bepaalt in artikel 1 : "Onverminderd de bepalingen van titel I van de wet van 15 juni 1899, worden, totdat het leger op voet van vrede wordt hersteld en ten laatste tot het verstrijken van de twaalf maanden die volgen op de totale bevrijding van het grondgebied waarvan de datum bij koninklijk besluit zal worden vastgesteld, ... gevonnist door de militaire rechtbanken ...".

.../...

Het besluit van de Regent van 18 september 1945 heeft 15 februari 1945 vastgesteld als de datum waarop het gehele grondgebied was bevrijd.

De wet van 1 juni 1949 waarbij sommige wettelijke bepalingen gehandhaafd worden niettegenstaande het terugbrengen van het leger op vredesvoet, bepaalt in artikel 2 :

"Blijven van kracht zolang de besluitwet van 26 mei 1944 betreffende de bevoegdheid en de rechtspleging inzake misdaden en wanbedrijf tegen de veiligheid van de Staat van toepassing blijft, de bepalingen die bedoelde besluitwet wijzigen en aanvullen, namelijk : de besluitwet van 18 september 1944, artikel 1 van de besluitwet van 9 januari 1945, de alinea's 3 en 4 van artikel 2 en de artikelen 4 en 5 van de besluitwet van 4 mei 1945, de artikelen 1 tot 3 van de besluitwet van 18 december 1945, de besluitwet van 30 januari 1946",

en in artikel 5 :

"De militaire rechtscolleges, die samengesteld zijn overeenkomstig de besluitwet van 26 mei 1944, gewijzigd ...,nemen kennis van de misdrijven voorzien bij hoofdstuk II van titël I van boek II van het Wetboek van strafrecht, die vóór 9 mei 1945 werden gepleegd en waarover een onderzoek werd ingesteld, na het terugbrengen van het leger op vredesvoet; zij nemen bovendien kennis van de (...) misdrijven die bij hen aanhangig waren gemaakt vóór het terugbrengen van het leger op vredesvoet, en van diegene waarover reeds een onderzoek is ingesteld".

.../...

Artikel 14 van het ontwerp heeft dan ook tot gevolg, dat het een gelegenheidswetgeving bestendigt.

Deze afwijking van de normale bevoegdheid van de jury, zoals die is bepaald in artikel 98 van de Grondwet, lijkt alleen aanvaardbaar voor zover België zelf in staat van oorlog is.

Zoals de memorie van toelichting zegt, heeft België, bij de bekrachtiging van de overeenkomsten van Genève van 12 augustus 1949, zich door de artikelen 49 van de eerste, 50 van de tweede, 128 van de derde en 146 van de vierde overeenkomst ertoe verbonden: "onder alle omstandigheden aan de verdachten de waarborgen te bieden voor een behoorlijke berechting en verdediging die niet minder gunstig zijn dan die voorgeschreven in artikel 105 en volgende van het Verdrag betreffende de behandeling van krijgsgevangenen".

Genoemde artikelen 105 en volgende verlenen sommige waarborgen welke de rechtspleging inzake misdaden en wanbedrijven tegen de veiligheid van de Staat, waarnaar artikel 14 van het ontwerp verwijst, niet kent.

Artikel 105 bepaalt onder meer : "De krijgsgevangene heeft recht op bijstand van één van zijn medegevangenen, op verdediging van een bevoegd raadsman van zijn eigen keuze, op het doen oproepen van getuigen en, indien hij zulks nodig acht, op de diensten van een bevoegd tolk ...", alsook : "De raadsman die ten behoeve van de krijgsgevangene de verdediging voert, moet kunnen beschikken over een termijn van ten minste twee weken vóór de aanvang van de terechtzitting en zal tevens de nodige faciliteiten genieten om de verdediging van de verdachte voor te bereiden ...".

.../...

Volgens de aan de Raad van State verstrekte toelichting genieten de door de overeenkomsten van Genève beschermde personen de daarin verleende waarborgen inzake procedure en vrije verdediging, alleen reeds door het feit dat de overeenkomsten goedgekeurd zijn door de wet van 3 september 1952. Het gevolg hiervan zou zijn, dat de procedure die toepassing vindt op de in het ontwerp bedoelde misdrijven niet alleen bepaald zou zijn door de besluitwet van 26 mei 1944 en door artikel 15 van het ontwerp, maar ook door de artikelen 105 tot 108 van de overeenkomst van Genève betreffende de behandeling van krijgsgevangenen.

Acht de Regering het niet dienstig de hiervorenvermelde bepalingen in het ontwerp over te nemen wanneer zij afwijken van de in de besluitwet van 26 mei 1944 vastgestelde procedure, dan zou op zijn minst in artikel 14 van het ontwerp uitdrukkelijk naar die bepalingen moeten worden verwezen, opdat bij de toepassing van de wet geen twijfel kan ontstaan. Bovendien vermelde men bij de wijzigingen van genoemde besluitwet ook de besluitwet van 30 januari 1946.

+

\+ +

.../...

ONTWERP VAN WET BETREFFENDE HET TEGENGAAN VAN DE ERNSTIGE INBREUKEN OP DE INTERNATIONALE OVEREENKOMSTEN VAN GENEVE VAN 12 AUGUSTUS 1949.

...

...

HOOFDSTUK I. - ERNSTIGE INBREUKEN.

Artikel 1.-

De hierna vermelde inbreuken, welke door handelingen of nalatigheden schade toebrengen aan personen en goederen die beschermd zijn door de overeenkomsten, ondertekend te Genève op 12 augustus 1949 en goedgekeurd bij de wet van 3 september 1952, zijn misdaden van internationaal recht en worden gestraft overeenkomstig de bepalingen van deze wet :

1° ... (zoals in artikel 2 van het ontwerp) ...

2° marteling en andere onmenselijke behandeling, waaronder biologische proefnemingen;

3° ... (zoals in artikel 2 van het ontwerp) ...

4° ... (idem, maar "Verdrag" vervangen door "overeenkomst")...

5° ... (idem, maar "deze Verdragen" vervangen door "de hierna vermelde overeenkomsten" en voorts "Verdrag" door "overeenkomst") ...

6° ... (idem, maar zelfde opmerking als onder 4°) ...

.../...

7° (.. (idem, maar men schrijve : "... door deze overeenkomst, indien zulks daardoor verboden is")...

8° ... (idem zoals in artikel 2 van het ontwerp) ...

9° idem.

Artikel 2.-

De onder 1°, 2° en 3° van artikel 1 genoemde inbreuken worden gestraft met de dood.

De onder 4°, 5°, 6°, 7° en 8° van hetzelfde artikel genoemde inbreuken worden gestraft met dwangarbeid van vijftien tot twintig jaar.

Zij worden gestraft met levenslange dwangarbeid indien zij hetzij een ongeneeslijk lijkende ziekte, hetzij een blijvende ongeschiktheid tot het verrichten van persoonlijke arbeid, hetzij het volledig verlies van het gebruik van een orgaan, hetzij een zware verminking ten gevolge hebben. Zij worden gestraft met de dood wanneer zij de dood van een of meer personen ten gevolge hebben.

De inbreuk genoemd onder 9° van hetzelfde artikel wordt gestraft met dwangarbeid van tien jaar tot vijftien jaar. Zij wordt gestraft met dwangarbeid van vijftien jaar tot twintig jaar wanneer zij ernstige gevolgen heeft voor de openbare gezondheid.

.../. ..

Artikel 3.-

Onverminderd de toepassing van de artikelen 66 en 67 van het Strafwetboek, worden eveneens met opsluiting gestraft zij die een werktuig, toestel of enig voorwerp voortbrengen, onder zich houden of vervoeren, een bouwwerk oprichten of een bestaand bouwwerk veranderen, wetende dat het werktuig, het toestel, het voorwerp, het bouwwerk of de verandering bestemd is om een van de inbreuken genoemd in artikel 1 te plegen of het plegen ervan te vergemakkelijken.

Artikel 4.-

Poging tot het plegen van een der inbreuken genoemd in de artikelen 1 en 3 wordt gestraft met dezelfde straf als de voltooide inbreuk.

Artikel 5.-

Zij die medeplichtig zijn aan een van de in artikel 1 genoemde inbreuken worden gestraft alsof zij daders waren.

Artikel 6.-

Onverminderd artikel 66 van het Strafwetboek worden met opsluiting gestraft het zelfs zonder gevolg gebleven bevel, voorstel of aanbod tot het plegen van een der in artikel 1 genoemde inbreuken, alsook het aannemen van zodanig voorstel of aanbod.

.../...

Artikel 7.-

Met opsluiting worden gestraft zij die kennis hebben van bevelen tot het uitvoeren van de in de artikelen 1 en 3 genoemde inbreuken of van feiten die een begin van uitvoering ervan zijn, en, ofschoon zij de voltooiing ervan konden verhinderen of ze konden doen ophouden, van die mogelijkheid tot handelen geen gebruik hebben gemaakt.

Artikel 8.-

Van de straf wordt vrijgesteld, de dader van of de medeplichtige aan een inbreuk die opzettelijk verhinderd heeft dat zij schadelijke gevolgen zou hebben.

Artikel 9.-

... (zoals in het ontwerp) ...

Artikel 10.-

Alle bepalingen van het eerste boek van het Strafwetboek, met uitzondering van de artikelen 52, 69 en 70, zijn van toepassing op de in deze wet genoemde inbreuken.

Artikel 69 van het Strafwetboek is van toepassing op de in artikel 3 genoemde inbreuken.

.../...

HOOFDSTUK II.- BEVOEGDHEID, RECHTSPLEGING EN TENUITVOERLEGGING VAN DE STRAFFEN.

Artikel 11.-

Iedere persoon, die buiten het grondgebied van het Rijk een in deze wet omschreven inbreuk pleegt, kan in België vervolgd worden, zelfs indien hij er niet wordt gevonden.

Elke hechtenis in den vreemde ondergaan wegens de inbreuk die in België aanleiding geeft tot de veroordeling, wordt steeds toegerekend op de duur van de vrijheidsstraffen.

Artikel 12.-

De Regering kan aan de Regeringen van de staten die deel hebben aan de overeenkomsten van Genève van 12 augustus 1949, iedere vreemdeling overleveren die in de bedoelde staten vervolgd wordt of veroordeeld is wegens een van de ernstige inbreuken die in deze overeenkomsten worden omschreven en in artikel 1 worden overgenomen, indien er voldoende bezwaren tegen de vreemdeling worden ingebracht en de strafvordering of de straf niet verjaard is volgens de Belgische wet.

De Regering wint ... de vreemdeling is aangehouden.

Het dossier ... (zoals in het ontwerp) ...

.../...

De overlevering van de vreemdeling kan slechts worden toegestaan op voorwaarde dat hij in het land aan hetwelk hij is overgeleverd, niet voor een ander feit vervolgd of op tegenspraak veroordeeld of tot het ondergaan van een tegen hem uitgesproken straf verplicht wordt, noch aan een derde land wordt overgeleverd, behalve in de volgende gevallen :

a) wanneer de Regering ermede instemt ;

b) wanneer de overgeleverde persoon, hoewel hij daartoe de mogelijkheid had, het land aan hetwelk hij is overgeleverd niet verlaten heeft binnen dertig dagen na zijn definitieve vrijlating of, wanneer hij er weer is binnengekomen, na het te hebben verlaten.

In geval van verzoek ... (zoals in het ontwerp) ...

In zoverre dit artikel er niet van afwijkt, zijn ... (zoals in het ontwerp) ...

De inbreuken genoemd in artikel 1 worden niet als politieke misdrijven noch als met soortgelijke misdrijven samenhangende feiten aangemerkt.

Artikel 13.-

Wanneer de vreemdeling, van wie de Regering van een ander land de overlevering vraagt, in België wordt vervolgd als dader van of medeplichtige aan dezelfde inbreuk

.../...

als die welke de grondslag vormt van de vraag, kan het gerecht waarbij de zaak aanhangig is, in het belang van een goede rechtsbedeling en vóór ieder debat over de zaak zelf deze uit handen geven ten voordele van het vreemde gerecht.

Toch kan de zaak weer worden gebracht voor het gerecht dat ze uit handen heeft gegeven, wanneer meer dan zes maanden zijn verlopen nadat ze uit handen werd gegeven zonder dat de vreemdeling werd overgeleverd of wanneer, na de overlevering, de vreemde bevoegde overheid van de vervolging afziet.

De verjaring van de strafvordering wordt gestuit, in het eerste geval gedurende zes maanden na het uit handen geven, in het tweede geval vanaf het uit handen geven tot aan het afzien van vervolging.

Artikel 14.-

Onverminderd de artikelen 105 tot 108 van de overeenkomst van Genève betreffende de behandeling van krijgsgevangenen, worden de in deze wet genoemde inbreuken ... bij de besluitwetten van 18 september 1944, 9 januari 1945, 4 mei 1945, 18 september 1945 en 30 januari 1946.

Artikel 15.-

... (zoals in het ontwerp)...

Artikel 16.-

... (zoals in het ontwerp) ...

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, raadsheren van State,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
J. ROLAND, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.
Le rapport a été présenté par M. H. ROUSSEAU, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.
Het verslag werd uitgebracht door de H. H. ROUSSEAU, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.